

dessinait dans la politique des Etats-Unis. Lorsque le Conseil de l'Atlantique-Nord se réunit à New-York en décembre, M. Acheson était en mesure de présenter une proposition visant à envoyer des forces importantes des Etats-Unis en Europe occidentale à la condition (facile à comprendre) que les autres membres de la communauté atlantique fassent leur juste part et mettent à profit toutes les ressources disponibles en effectifs, en capacité de production et en matières premières, en vue de la défense commune.

Cette proposition comportait la plus délicate des décisions politiques que les membres des gouvernements atlantiques eussent eu à prendre depuis la signature du Traité de l'Atlantique-Nord. Si l'on devait envoyer des forces nord-américaines en Europe, ce serait, bien entendu, à la condition de faire contribuer à l'effort de défense commune tous les membres européens de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord et l'Allemagne de l'Ouest. Même si l'importance de la participation allemande à la défense de l'Ouest fut immédiatement admise de tous, les moyens de la réaliser effectivement et avec le minimum de risques étaient loin d'apparaître clairement.

Le plan des Etats-Unis sur la participation allemande à une force atlantique ("force intégrée") en Europe occidentale se heurta à l'opposition des autorités françaises, selon lesquelles la participation allemande ne pouvait être acceptée que dans le cadre d'institutions politiques européennes capables d'administrer et de diriger une armée européenne sous les ordres d'un commandant suprême de la force intégrée. En raison de la grande portée des deux thèses, on dut attendre pour se mettre d'accord, qu'une étude plus approfondie des aspects militaires et des aspects politiques du problème ait été entreprise par le Comité militaire et le Conseil des suppléants respectivement.

Avec toute la célérité qu'exigeait la situation en Extrême-Orient, le Conseil des suppléants et le Comité militaire eurent bientôt fait d'élaborer une formule de compromis. Ce compromis, qu'on a appelé le Plan Spofford du nom du Président des suppléants, fut approuvé par le Conseil de l'Atlantique-Nord et le Comité de défense lorsqu'ils se réunirent à Bruxelles les 18 et 19 décembre. Le conseil chargeait les Puissances occupantes de négocier avec le Gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest un projet de participation allemande à la force intégrée.

S'étant mis d'accord sur le problème allemand, les membres du Conseil établirent la force intégrée requise pour la défense de l'Europe occidentale et en nommèrent le général Eisenhower commandant suprême. La question de savoir si l'on formera une armée européenne dans le cadre de la force intégrée sera décidée par les pays de l'Europe intéressés à une conférence que l'on convoquera à Paris au début de la nouvelle année.

Pendant que les organismes politiques et militaires procédaient à l'étude de la participation allemande, les organismes économiques, financiers et de production essayaient de trouver un moyen de répartir le fardeau de